

Sauver les banques ou les Irlandais ?

mercredi 24 novembre 2010, par [Attac France](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 24 novembre 2010).

L'Irlande faisait figure, pour les marchés financiers, de bon élève de la zone euro, illustrant le triomphe d'une politique ultralibérale, basée sur des impôts réduits, des excédents budgétaires, ainsi que sur un secteur financier débridé. Pourtant le « tigre celtique » a fini par payer le prix de ses « vertus ». Après l'éclatement de la bulle de spéculation immobilière, les banques irlandaises se sont rapidement retrouvées au bord de la faillite.

Le gouvernement est alors passé à la caisse, et les excédents budgétaires se sont transformé en gouffre : 32% de déficit en 2010. Plus dure sera la chute, non pour les banques mais pour le peuple irlandais. En effet le plan de « sauvetage » lancé par l'Union européenne et le FMI vise avant tout à sauver les banques... étrangères, surtout allemandes, britanniques, françaises, italiennes, qui avaient prêté massivement aux banques irlandaises pour profiter du « miracle irlandais ».

En contrepartie des sommes débloquées pour refinancer le secteur bancaire, le peuple irlandais doit pour la seconde fois remettre le couvert de l'« austérité », de manière encore plus drastique : au programme, plus de 100.000 suppressions d'emplois publics, des coupes dans les allocations chômage et familiales, ainsi qu'une réduction du salaire minimum.

Des mesures d'autant plus drastiques que le gouvernement refuse d'envisager toute augmentation de la fiscalité sur les sociétés (12,5% contre 33% en France) ; Google, Microsoft et Intel, largement implantés en Irlande, l'avaient d'ailleurs menacé de représailles en cas contraire.

Injuste, cette politique d'austérité est de surcroît absurde, puisqu'elle aggrave la hausse du chômage et assèche la demande intérieure. Ainsi l'agence de notation financière Moody's a-t-elle indiqué qu'elle allait probablement abaisser « de plusieurs crans » la note souveraine de l'Irlande, en raison des incertitudes économiques nourries par les nouvelles mesures d'austérité... prises pour « rassurer les marchés » !

Les actionnaires des banques irlandaises et européennes doivent payer le prix de leurs erreurs, pas les salariés et contribuables. Pour éponger leurs pertes, la BNP, la Société Générale, Deutsche Bank, HSBC... doivent immédiatement geler tout versement de dividendes.

Aujourd'hui, combattre cette politique globale d'austérité, et avancer de véritables alternatives en rupture avec le modèle néolibéral sont des enjeux essentiels. En Grèce, en France, en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne, maintenant en Irlande, un processus de mobilisations populaires de grande ampleur est engagé dans la durée. Attac France, avec les Attac d'Europe et le mouvement social européen, y contribuera dans toute la mesure du possible.

A ce titre, Attac France sera présente samedi 27 novembre à 15h devant le siège de l'Union européenne à Paris, en solidarité avec les manifestations qui se dérouleront en Irlande au même moment.

Attac France,
Paris, le 24 novembre 2010

Le peuple irlandais va payer pour les banques en faillite

Communiqué du NPA

La crise du capitalisme n'en finit pas de rebondir ! Il est loin le temps où l'Irlande, « le tigre celtique », pratiquant le dumping fiscal et les droits sociaux a minima, pour le plus grand profit des sociétés, affichait des taux de croissance du PIB à hauteur de 7%.

L'éclatement de la bulle immobilière a laissé les banques irlandaises sur le sable, avec à la clef un gros paquet de produits toxiques, soit des dizaines de milliards d'euros de dette.

L'état irlandais a dû refinancer les banques mais les il se retrouve maintenant dans la ligne de mire des marchés financiers qui font payer chèrement leurs lignes de crédit.

L'éventuelle faillie des banques irlandaises mettant en danger des banques anglaises, du fait de leurs connexions, l'Union européenne et le Fonds monétaire international vont voler au secours des banquiers et des capitalistes irlandais mais en dernier ressort ce sera le peuple irlandais qui paiera la facture.

Le gouvernement irlandais qui avait déjà durement frappé à la caisse les salariés, par des baisses de salaire, des allocations familiales, une hausse des impôts, la suppressions de dizaines de milliers d'emplois et des coupes budgétaires, va imposer un nouveau plan d'austérité pour économiser 15 milliards d'euros d'ici 2014.

Une fois de plus, c'est l'emploi et le niveau de vie des salariés qui vont trinquer, alors que dans le même temps le taux d'imposition très bas sur les entreprises et les sociétés ne va pas bouger.

Après la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie, la Hongrie, c'est au tour de l'Irlande. Les résistances sociales qui se font jour dans ces différents pays doivent s'unifier pour que les salariés ne payent pas la crise du système capitaliste.

Le 23 novembre 2010.

P.-S.

* <http://www.france.attac.org/spip.php?article11925>